



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE BIMENSUELLE

NUMÉRIQUE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE LONDRES

N° 1 – 13 décembre 2021 au 9 janvier 2022

Sommaire

Fait marquant

- La commission parlementaire sur l'*Online Safety Bill* propose des pistes d'amélioration du projet de loi

Economie numérique et régulation

- L'autorité de la concurrence britannique lance une enquête sur le rachat de *Nuance* par *Microsoft*
- L'autorité de la concurrence britannique publie un rapport dénonçant le pouvoir de marché de *Google* et *Apple*
- *Meta* fait appel de la décision de l'autorité de la concurrence interdisant le rachat de *Giphy*
- John Edwards prend son poste en tant que nouvel *Information Commissioner*

Télécommunications et réseaux

- *Altice* détient 18 % du capital de l'opérateur britannique *BT*
- Le gouvernement ouvre une consultation sur la couverture haut débit des nouvelles constructions

Cyber-sécurité

- Le gouvernement publie une nouvelle stratégie nationale pour le cyber

Ecosystème tech

- L'investissement en capital-risque dans la tech britannique a atteint un record de 29,4 Md£ en 2021

 **Fait marquant : La commission parlementaire sur l'*Online Safety Bill* propose des pistes d'amélioration du projet de loi**

Le [Joint Committee on the Draft Online Safety Bill](#), commission parlementaire chargée d'évaluer le projet de loi gouvernemental sur les contenus préjudiciables en ligne, a publié le 14 décembre un [rapport](#) détaillant des recommandations d'amélioration. L'*Online Safety Bill* (OSB) devrait être introduite devant le Parlement pour examen et adoption finale courant 2022. Le Gouvernement dispose de deux mois pour formuler une réponse au rapport, qui propose les principales pistes suivantes :

- L'*Ofcom*, régulateur des télécommunications qui sera chargé de l'application de l'OSB, devrait rédiger des *Codes of Practice* obligatoires à destination des fournisseurs de services dans le champ de la loi, notamment concernant les domaines à risque comme l'exploitation des enfants et le terrorisme, et devrait introduire des codes supplémentaires si les évolutions technologiques l'exigent.
- Les évaluations de risque interne, qui seront rendues obligatoires par l'OSB, devraient intégrer les préjudices apportés par les algorithmes, et non pas uniquement les contenus des plate-formes.
- Afin de mieux lutter contre les escroqueries et la fraude en ligne, l'*Ofcom* devrait pouvoir agir contre les fournisseurs de services qui autorisent « systématiquement la diffusion de publicités payantes créant un risque de préjudice ».
- Les fournisseurs de services devraient être tenus de créer une politique de sécurité en ligne (*Online Safety Policy*) que les utilisateurs devraient accepter, à l'instar de leurs conditions de service.
- Le projet devrait être plus clair sur la définition des contenus illégaux en ligne, et devrait intégrer les nouvelles infractions suivantes: le *cyber-flashing* (envoi de photos de nudité non-sollicitées), l'envoi délibéré d'images composées de flash lumineux à des personnes épileptiques, les contenus encourageant l'automutilation.
- Les utilisateurs des services dans le champ du projet devraient pouvoir déposer plainte auprès d'un *ombudsman* (médiateur) quand les plate-formes ne répondent pas à leurs obligations.
- En ce qui concerne la protection de l'enfance, plusieurs mesures devraient être renforcées ou ajoutées :
 - o Les obligations en matière de protection de l'enfance devraient s'appliquer à tous les fournisseurs de service sur internet; ainsi, les sites pornographiques devraient être obligés d'empêcher les enfants d'y accéder, qu'ils hébergent ou non du contenu d'utilisateur à utilisateur.
 - o L'*Online Safety Bill* devrait s'aligner sur l'*Age-Appropriate Design Code* (notamment sur la définition des services « susceptibles d'être consultés par un enfant »), et l'*Ofcom* et l'*ICO* (régulateurs mettant en application respectivement les deux textes) devraient publier une déclaration commune pour expliquer leur articulation.

- L'Ofcom devrait publier un *Age Assurance Technology and Governance Code* en amont de la mise en œuvre de la loi, afin de fournir des normes minimales pour la protection des enfants en ligne.

🌐 Economie numérique et régulation

1 L'autorité de la concurrence britannique lance une enquête sur le rachat de *Nuance* par *Microsoft*

La *Competition and Markets Authority* (CMA – autorité de la concurrence) a [annoncé](#) le 13 décembre la possible ouverture d'une enquête au titre de l'*Enterprise Act 2002* sur l'acquisition par *Microsoft* du spécialiste de la reconnaissance vocale américain *Nuance* (ayant notamment travaillé avec *Apple* sur *Siri*). L'objectif est de déterminer si ce rachat, annoncé en avril à hauteur de 16 Md\$, entraînera «une diminution substantielle de la concurrence sur un ou plusieurs marchés de biens ou services au RU». *Nuance* propose notamment une nouvelle gamme de services de santé (tels que la transcription médicale) et travaille actuellement avec le *National Health Service* (NHS). La CMA a pour l'instant invité les parties concernées par la transaction à lui faire part de leurs commentaires d'ici le 10 janvier, afin de déterminer si l'ouverture d'une enquête approfondie (en phase 1) se justifiait. Les autorités de la concurrence américaine, australienne et européenne ont quant à elles déjà approuvé la transaction.

2 L'autorité de la concurrence britannique publie un rapport dénonçant le pouvoir de marché de *Google* et *Apple*

La *Competition and Markets Authority* (CMA – autorité de la concurrence) a publié le 14 décembre son [rapport intermédiaire](#) dans le cadre de son [enquête](#) sur les écosystèmes mobiles d'*Apple* et *Google*, lancée le 15 juin. La CMA y conclut que le duopole restreint la concurrence, limite le choix des consommateurs et nuit à l'innovation sur les trois marchés étudiés : systèmes d'exploitation (*iOS* et *Android*), magasins d'applications (*App Store* et *Play Store*) et moteurs de recherche (*Safari* et *Chrome*). Le rapport indique que les deux groupes pourraient rentrer dans le champ d'application de la future *Digital Markets Unit*, unité dédiée à la régulation des grandes plate-formes au «statut stratégique de marché». Il suggère également des actions correctrices qui pourraient être exigées des deux acteurs, telles que l'autorisation des méthodes de paiement tierces par les développeurs ou la restriction de la possibilité de préinstaller les applications propriétaires. La CMA a lancé une [consultation](#) sur le rapport, ouverte jusqu'au 7 février, et devrait publier son rapport final le 14 juin.

3 *Meta* fait appel de la décision de l'autorité de la concurrence interdisant le rachat de *Giphy*

Selon [Politico](#), *Meta* a annoncé le 20 décembre qu'elle allait faire appel de la [décision](#) de la *Competition and Markets Authority* (CMA – autorité de la concurrence) du 30 novembre, qui

ordonne à *Facebook* la revente de *Giphy* (services d'images animées). Selon la CMA, la transaction comportait de forts risques de diminution la concurrence sur le marché des réseaux sociaux. L'appel devrait être entendu devant le *Competition Appeals Tribunal* au printemps 2022.

4 John Edwards prend son poste en tant que nouvel *Information Commissioner*

John Edwards a été nommé par « lettre patente de la Reine » en tant qu'*Information Commissioner* (équivalent du président de la CNIL) pour un mandat de 5 ans, à partir du 3 janvier 2022. Ancien *Privacy Commissioner* en Nouvelle-Zélande, il succèdera à Elizabeth Denham. John Edwards aura notamment comme dossiers l'agenda de divergence post-Brexit en matière de régime de protection des données, annoncé par le gouvernement dans la *National Data Strategy*, et la mise en œuvre de l'*Online Safety Bill*, qui définit la régulation des contenus en ligne.

📡 Télécommunications et réseaux

1 Altice détient 18 % du capital de l'opérateur britannique BT

Patrick Drahi, PDG d'*Altice* (propriétaire de *SFR* en France), a annoncé le 14 décembre être monté à 18 % du capital de *BT*, l'opérateur télécoms britannique historique ; après avoir réalisé une première prise de participation à hauteur de 12,1 % il y a six mois, *Altice* a en effet acheté 585 M d'actions supplémentaires pour un investissement d'environ 1 Md£. Si la part dans le capital se situe nettement sous le seuil des 30 % qui, selon le *Takeover Act* britannique, obligerait *Altice* à réaliser une OPA, le gouvernement a affirmé « suivre la situation avec attention » et indiqué qu'il n'hésiterait pas à agir « si besoin » pour « protéger les infrastructures télécoms critiques du pays ». En effet, la barre des 30 % pourrait être facilement atteinte en rachetant, par exemple, les 12 % du capital de *BT* détenus par *Deutsche Telekom*. Selon Les Echos, cette prise de participation pourrait permettre à Patrick Drahi de peser dans les orientations de *BT*, notamment en incitant à la cession d'*OpenReach* (cette entité détenue à 100 % possède le réseau de fibre optique et est fortement valorisée par les fonds d'investissement) ou en accélérant le déploiement de la fibre optique, grâce aux filiales spécialisées d'*Altice*.

2 Le gouvernement ouvre une consultation sur la couverture haut débit des nouvelles constructions

Le *Department for Digital, Culture, Media & Sport* (DCMS) a lancé le 21 décembre une consultation technique sur des propositions de modification des règles de construction afin de garantir l'équipement par défaut des nouveaux logements d'une installation haut débit « gigabit » (vitesse de 1 GB / seconde). La consultation, qui fait suite à un engagement du

secrétaire d'Etat au numérique de mars 2020, est ouverte jusqu'au 28 février. Elle propose de modifier la loi afin que les promoteurs immobiliers soient tenus légalement d'intégrer le haut débit dans les nouveaux logements et d'en faire une priorité dans le cadres de leurs travaux.

Cyber-sécurité

1 Le gouvernement publie une nouvelle stratégie nationale pour le cyber

Dotée d'un budget de 2,6 Md£ sur cinq ans, la nouvelle stratégie nationale pour le cyber a été [publiée](#) le 15 décembre par le *Cabinet Office*. Elle fait suite à la publication de l'*Integrated Review*, qui décrivait la politique de sécurité et défense britannique et définissait la cyber-sécurité comme une de ses priorités. La stratégie s'articule autour de 5 piliers :

- 1) Renforcer l'écosystème cyber du R-U, en renforçant l'investissement dans les talents et les compétences, et les partenariats entre le gouvernement, le monde universitaire et l'industrie,
- 2) Construire une économie résiliente, en réduisant les cyber-risques des entreprises et renforçant la sécurité en ligne des citoyens,
- 3) Consolider la capacité industrielle du RU dans les technologies essentielles à la cyber-puissance,
- 4) Renforcer l'influence internationale du RU en matière de cyber-sécurité,
- 5) Renforcer la sécurité du RU dans le cyber-espace.

Ecosystème tech

1 L'investissement en capital-risque dans la tech britannique a atteint un record de 29,4 Md£ en 2021

L'[analyse](#) réalisée pour le *Digital Economy Council* par la plate-forme de données *Dealroom* et le moteur de recherche d'emploi *Adzuna* sur l'investissement dans la tech britannique en 2021 a tiré les conclusions suivantes :

- Le RU a attiré un record de 29,4 Md£, soit une multiplication par 2,3 par rapport aux 11,5 Md£ investis en 2020.
- L'investissement au RU représente un tiers de l'investissement total en capital-risque réalisé dans la tech européenne (89,5 Md£), le double du capital investi en Allemagne (14,7 Md£) et près de trois fois celui investi en France (9,7 Md£).
- La part du capital-risque provenant des Etats-Unis a représenté 37 % en 2021, soit une augmentation de 5,5 points par rapport à 2020. Plusieurs fonds américains ont ouvert de nouveaux bureaux au RU, tels que *Bessemer Venture Partners* ou *Sequoia Capital*.
- L'écosystème britannique a créé 29 licornes en 2021, portant le nombre total à 115 (entreprises ayant atteint le statut de licornes, y compris celles ayant réalisé un

exit), soit plus que le nombre de licornes françaises (31) et allemandes (56) combinées. Parmi les nouvelles licornes, 9 ont été créées en dehors de Londres, telles que *Vertical Aerospace* à Bristol.

- 118 sociétés ont choisi de s'introduire sur le *London Stock Exchange* en 2021, levant 16,8 Md£ cumulés, soit le montant le plus élevé depuis 2007. Cela fait du RU le troisième marché le plus actif pour les introductions en bourse, derrière les Etats-Unis et la Chine.
- L'investissement privé dans la *deep tech* a fortement augmenté en 2021, avec un total de 6,2 Md£, contre 2,8 Md£ en 2020. L'une des plus grosses levées de fonds réalisées dans ce domaine est la série D (396 M£) d'*Exscientia*, entreprise basée à Oxford et spécialisée dans la découverte de médicaments par l'IA, qui lui a permis d'atteindre le statut de licorne.

Principales levées de fonds de start-ups britanniques entre le 13 décembre 2021 et le 9 janvier 2022 :

- [Atom Learning](#), EdTech (plate-forme d'enseignement en ligne) : [Série A, 22 M€](#)
- [Ramp](#), FinTech (paiement en crypto-monnaies) : [Série A, 40 M£](#)
- [Brainomix](#), MedTech (logiciel de diagnostic médical) : [Série B, 16 M£](#)
- [Proximity](#), Platform (plate-forme de communication entre investisseurs) : [Série B, 27,5 M€](#)
- [Taptap Send](#), FinTech (transferts d'argent de migrants vers leurs pays d'origine) : [Série B, 65 M\\$](#)
- [Fresha](#), E-commerce (prise de rendez-vous pour instituts de beauté) : [Série C, 52,5 M\\$](#)
- [SignalAI](#), AI (logiciel d'appui à la décision stratégique) : [Série D, 50 M\\$](#)
- [HungryPanda](#), Delivery (application de livraison de nourriture asiatique) : [Série D, 130 M\\$](#)
- [CellPoint Digital](#), FinTech (solutions de paiement) : [Equity Round, 25 M\\$](#)
- [Nr2](#), FinTech (plate-forme d'investissement dans la tech asiatique) : [Venture Round, 30 M\\$](#)
- [Hydro Wind Energy](#), GreenTech (technologies énergétiques offshore) : [Venture Round, 50 M€](#)
- [iProov](#), AI (technologie de reconnaissance faciale) : [Venture Round, 70 M\\$](#)
- [Gousto](#), E-commerce (livraison de kits de repas) : [Funding Round, 150 M\\$](#)
- [Octopus Energy](#), Energy (fournisseur d'énergie verte) : [Funding Round, 300 M\\$](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international